

# Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 4 au 10 juillet 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

## Démission de Carlos Urzúa, ex-Ministre des Finances.

**Le Ministre des Finances, C. Urzúa, a démissionné mardi 9 juillet.** L'annonce a été faite via son compte Twitter. La presse relaie une lettre très sévère à l'encontre du Président AMLO expliquant les raisons de son départ. Il y dénonce l'« extrémisme » de certaines politiques économiques et les prises de décisions hâtives, ne prenant pas en compte l'impact économique de celles-ci. Il souligne également le fait de s'être vu « imposer » des hauts-fonctionnaires n'ayant aucune connaissance des finances publiques et pointe des conflits d'intérêts. Selon le Président López Obrador, les divergences avec Alfonso Romo, Secrétaire général de la Présidence, concernant le plan de développement national ont poussé C. Urzúa à présenter sa démission.

**Cette démission soudaine inquiète les acteurs économiques mexicains, et tout particulièrement les acteurs du secteur privé.** La confédération patronale (Coparmex) a notamment regretté cette démission et demandé que les cas de conflit d'intérêts concernant des fonctionnaires « imposés » fassent l'objet d'enquêtes. Les experts estiment que le départ de C. Urzúa est préjudiciable aux perspectives de croissance et augmente le niveau d'incertitude.

**Jusqu'alors Vice-Ministre des Finances, A. Herrera a été nommé Ministre des Finances par AMLO dans la foulée de la démission de C. Urzúa.** Sa nomination a été bien accueillie par les analystes et le secteur privé, qui estiment qu'A. Herrera inspire la confiance et comprend bien les dynamiques des marchés. Dans une déclaration, la Chambre nationale de l'industrie de la transformation a cependant demandé au nouveau Ministre « de mener sa politique de manière autonome et de donner la priorité au bien du pays dans la prise de décisions, sans tenir compte de la rentabilité politique ou de considérations idéologiques ».

**A. Herrera, décrit comme l'interlocuteur privilégié des investisseurs nationaux et internationaux, s'est engagé à assurer la continuité des objectifs budgétaires et de la stabilité macroéconomique.** Docteur en économie, A. Herrera avait également été Ministre des Finances d'AMLO (2004-06) lors de son mandat de Maire de Mexico, avant de rejoindre la Banque mondiale entre 2010 et 2018. Il jouit d'une très bonne réputation auprès du monde économique et financier mexicain. Dès sa nomination, il a notamment réitéré l'engagement de dégager un excédent primaire de 1 % du PIB en 2019, et s'est engagé à fournir plus de certitude aux investisseurs. Affirmant que l'économie mexicaine était « très, très loin » d'une récession, il a indiqué que la croissance (trop faible) devait être plus inclusive, plus juste pour toutes les régions du pays et permettre l'inclusion des femmes dans l'économie. Il a indiqué qu'un des premiers sujets à traiter serait de redynamiser la production de PEMEX, premier patrimoine du Gouvernement selon lui et pierre angulaire pour ancrer la confiance des investisseurs envers le Mexique. Enfin, il a confirmé une collecte fiscale basée sur sa structure actuelle pour les 3 premières années de mandat, pour permettre ensuite une réforme fiscale plus juste et plus équitable en deuxième partie de mandat.

**Le Peso mexicain (MXN) s'est déprécié de 2,38 % juste après l'annonce de la démission Urzúa, passant de 18,91 MXN pour 1 USD à 19,36 MXN pour 1 USD. La nomination d'A. Herrera moins d'une heure après a cependant tempéré les marchés, qui ont fermé à 19,16 MXN pour 1 USD (soit une dépréciation de 1,3 % sur la journée).**

## Relation Mexique / Etats-Unis

**L'administration étatsunienne a annoncé de possibles droits compensatoires à partir de janvier 2020 pour certaines entreprises mexicaines exportatrices d'acier structurel aux États-Unis soupçonnées de *dumping*.** Cette annonce reste une décision « isolée », ne remettant aucunement en cause les accords passés sur l'acier et l'aluminium dans le cadre du traité USMCA selon le Président mexicain. Pour mémoire, les exportations d'acier structurel vers les États-Unis s'élevaient à 622 M USD en 2018.

**Jesús Seade, Vice-Ministre mexicain des affaires étrangères pour l'Amérique du Nord, a annoncé que l'USMCA serait probablement ratifié par les États-Unis au plus tard en octobre, sans « panique ou terreur ».** Selon lui, le traité sera certainement ratifié durant la période parlementaire d'automne, et non durant celle de juillet comme précédemment envisagé.

## Economie

**L'inflation a légèrement ralenti au mois de juin, à 3,95 % g.a, dans la fourchette cible de la Banque centrale (3 % ± 1 %).** Ce ralentissement est notamment dû à la baisse des prix des secteurs énergétique et alimentaire, réduisant la pression sur la partie non-sous-jacente de l'inflation (4,19 % g.a, vs. 5,78 % g.a. en mai). L'inflation sous-jacente accélère toutefois à 3,85 % g.a. (vs. 3,77 % g.a. en mai), faisant craindre aux économistes un caractère temporaire de décélération de l'inflation. Elle était retournée dans l'intervalle de la de la Banque centrale sur la 1<sup>ère</sup> quinzaine de juin, à 4,00 % g.a. Pour mémoire, l'inflation atteignait 4,28 % g.a. en mai.

**Les économistes consultés par la banque commerciale CitiBanamex ont abaissé leurs pronostics de croissance pour l'économie mexicaine à 1,0 % (vs. 1,2 % précédemment) et 1,7 % pour 2019 et 2020 respectivement.** Pour mémoire, l'économie avait crû de 1,1 % sur la première année de mandat du Président Enrique Peña Nieto.

**L'investissement physique a chuté de 2,4 % g.a. en avril. La sous-composante pour les investissements en machines et équipements a baissé de 3,3 % g.a.** Les investissements dans la construction ont enregistré une baisse de 1,3 % g.a. En comparaison mensuelle, l'investissement physique enregistre toutefois une croissance de 2,5 %, dénotant avec les deux baisses consécutives en g.m. enregistrées en février et en mars

**La consommation privée sur le marché intérieur croît en avril (1,4 % g.a),** alors que l'indice s'était contracté de 0,7 % g.m en mars dernier, sa première chute depuis décembre 2012.

**Le risque pays pour le Mexique (élaboré par J.P. Morgan) est en baisse, et atteint 194 points le 5 juillet après avoir atteint 251 points le 31 décembre 2019.** La forte volatilité du risque pour le Mexique depuis le début du mandat d'AMLO s'explique par les revirements de D. Trump sur le traité USMCA, les incertitudes sur le nouvel aéroport international de Mexico et la situation de PEMEX. La récente baisse serait due aux garanties concernant l'indépendance de la Banque centrale, la volonté du Gouvernement de maintenir des comptes publics sains, la ratification de l'USMCA par le Mexique, et le soutien affiché à PEMEX, selon les experts.

**L'arrivée de touristes étrangers a baissé de 4,0 % g.a. sur les 4 premiers mois de 2019,** selon le Ministère du Tourisme. L'arrivée de touristes étatsuniens a baissé de 1,7 % g.a. Sur cette même période, le taux d'occupation hôtelier atteint 61,3 % (-1,8 pdp g.a.)

**L'indice des prix à la production ralentit en juin, à 2,48 % g.a. (vs. 3,18 % g.a.) :** à l'instar de l'inflation, ce ralentissement s'effectue également sous la pression de prix internationaux du pétrole mois élevés, selon les économistes.

**Les usines d'assemblage automobile voient leur production baisser pour le deuxième mois consécutif en juin, à -4,5 % g.m.** Elle s'établit à 337 250 unités, faisant du mois de juin le plus mauvais depuis juin 2017.

## Finances publiques

**Le service de la dette du Gouvernement fédéral mexicain a atteint un record pour le mois de mai depuis 1991.** Celui-ci a crû de 6,6 % g.a, à 10,6 Mds USD (201,9 Mds MXN), réduisant de plus en plus l'espace fiscal des autorités mexicaines selon les analystes. Ils précisent qu'une dépréciation du MXN ou/et un abaissement de la notation créditrice de PEMEX par Moody's pourrait significativement aggraver une situation déjà complexe.

**Les sénateurs ont approuvé le texte prévoyant de sanctionner l'émission et l'utilisation de fausses factures d'une peine comprise entre 5 et 8 ans de prison.** La pratique sera désormais jugée comme criminelle, à la différence de la caractérisation délictueuse qui y était rattachée jusqu'alors. Pour mémoire, l'administration fiscale (SAT) estime le coût de cette pratique à 1,4 % du PIB par an.

**Le SAT a identifié dans les différents postes douaniers pour 10 M USD (190 M MXN) de fausses factures pour les trois premiers mois de l'année 2019,** ce qui représente une hausse de 658 % en termes réels par rapport à l'année précédente. Ces fausses factures protégeaient l'achat et la vente de marchandises à l'importation dans les 49 douanes du pays.

**Le Ministère des Finances a adressé un document demandant aux Ministères et entités de l'administration publique fédérale de mettre en œuvre la politique d'austérité imposée par le Gouvernement** et d'évaluer l'impact des mesures prises dans le cadre de cette dernière pour le projet de budget de dépenses de la fédération pour 2020. Les entités autonomes, les pouvoirs législatifs et judiciaires, la CFE, PEMEX et l'Inegi sont notamment concernés.

**Depuis janvier 2019, 20 000 postes de l'administration publique ont été supprimés** dans le cadre du désengorgement du secteur public voulu par AMLO. L'augmentation des indemnités totales liées aux suppressions des postes doublons ralentissent cependant cette dynamique.

L'institut mexicain de santé publique (IMSS) va utiliser ses réserves, après deux années d'utilisation minimale de ces dernières. Afin de rendre viable son action au cours de la prochaine décennie, l'IMSS prévoit d'utiliser ses réserves pour 266 M USD (5,1 Mds MXN) en 2020, 392 M USD (7,5 Mds MXN) en 2021, afin d'arriver à l'objectif de dépenses de 720 M USD (13,8 Mds MXN) en 2027.

### Entreprises et grands contrats

La compagnie d'assurance Mapfre a remporté pour la troisième fois consécutive la couverture des dommages et intérêts de PEMEX.

Volkswagen Mexique a confirmé son plan d'investissement de 2,5 Mds USD d'ici 2020 au Mexique et a annoncé qu'un nouveau SUV, le Tarek serait assemblé dans l'usine Volkswagen de Puebla.

HSBC a été reconnue meilleure banque du Mexique par le magazine britannique Euromoney. Pour attribuer cette distinction les résultats financiers de la banque, la performance de ses nouveaux produits et son innovation numérique, (entre autres) ont été analysés. En 2018, le portefeuille de la banque a augmenté de 20 % et les bénéfices avant impôts de 77 %.

Cinq entreprises sont responsables de la moitié de la production d'or en 2018 au Mexique : Fresnillo plc (24,1 %), Torex Gold (9,3 %), Agnico Eagle Mines (8,5 %), Goldcorp (7,1 %) et Mineria Frisco (6,5 %). En 2018, la production d'or a baissé de 6,7 % g.a. à 3,8 millions d'onces.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 10/07/2019
Bourse (IPC)	-1,5 %	-12,7 %	42 788 points
Taux de change USD/Peso	+0,6 %	+0,9 %	19,14 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+0,3 %	-3,1 %	21,53 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-0,2 %	-10,3 %	59,18 USD

## AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Selon The Global Business Complexity Index réalisé par l'entreprise TMF Group, Le Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica sont respectivement les 11<sup>ème</sup>, 23<sup>ème</sup> et 36<sup>ème</sup> pays dans lesquels il est le plus difficile de faire du commerce. Cette mesure prend notamment en compte les réglementations locales, le système pénal, le recrutement et licenciement et la rémunération des employés. Le classement intègre 76 pays.

### Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Selon la Banque centrale costaricienne, la projection de croissance pour 2019, aujourd'hui à 3,2 %, devrait être revue à la baisse pour s'établir à 2,7 %.

Les exportations costariciennes ont diminué de 9 % g.a. en mai, correspondant à la plus forte baisse depuis 2009. Alors que l'industrie manufacturière dans les zones franches a vu son activité croître de 6 % g.a., les entreprises situées hors de ces zones font face à d'importantes difficultés pour exporter leurs produits. C'est le cas notamment de l'industrie alimentaire qui subit une baisse de son activité de 12 %.

### Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Au mois de juin, l'indice de confiance de l'activité économique s'est établi à 37,2 points, soit une baisse de 20,1 % par rapport à mai 2019 (47,0 pts) et de 15,3 % par rapport à juin 2018. Selon la dernière enquête de la Banque centrale, les sondés estiment une croissance de 3,1 % en 2019 et de 3,2 % en 2020. Pour décembre 2019 et 2020, il est prévu une inflation de 4,53 % et 4,52 % respectivement. Cet indice est généré via les réponses de plusieurs analystes privés guatémaltèques.

Le rythme inflationniste a accéléré en juin pour atteindre 4,8 % (g.a.), contre 4,5 % en mai soit son plus haut depuis 8 ans.

Au cours des six premiers mois de l'année, les remesas envoyées au Guatemala ont totalisé 4,9 Mds USD, soit 12 % de plus qu'à la même période l'an dernier et une croissance supérieure aux 9 % observés de janvier à juin 2018.

Les autorités guatémaltèques dont l'Anadie (agence des PPP) examinent actuellement les conclusions de l'étude de faisabilité du projet de modernisation de l'aéroport international La Aurora, réalisée par le bureau d'étude Deloitte / Tetra Tech. Ce dernier estime le coût du projet à environ 117 M USD. Il préconise, par ailleurs, que le marché prenne la forme d'un partenariat public-privé (PPP).

## Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

En juin, l'indice de confiance en l'activité économique a enregistré une baisse de 13 % par rapport à mai. Selon la dernière enquête de la Banque centrale, les analystes consultés anticipent une croissance de 1,0 % pour le deuxième trimestre (1,1 % précédemment) et de 1,1 % pour le troisième trimestre.

L'inflation a atteint 4,8 % (g.a.) en juin, soit un léger ralentissement par rapport au mois de mai où elle avait atteint 5,1 %.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a octroyé un prêt de 150 M USD à l'Entreprise Nationale de l'Energie Electrique (ENEE) pour l'amélioration du réseau de distribution électrique. Ce financement servira notamment à la construction de sous-stations électriques pour garantir la stabilité et la qualité du service électrique.

## Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

En juin, l'indice des prix à la consommation a enregistré une croissance de 5,6 % (g.a.), un rythme inflationniste inférieur aux 6 % enregistré en mai.

Au cours des cinq premiers mois de 2019, le pays a reçu 662 M USD de remesas, soit 8,7 % de plus qu'au cours de la même période de 2018. Sur le total des envois reçus en mai (144 M USD), 55,1 % provenaient des États-Unis, suivis du Costa Rica (18,6 %) et de l'Espagne (12,6 %).

Selon la Chambre d'industrie du Nicaragua, le secteur industriel du pays est grandement affaibli par les nouvelles taxes du gouvernement sur l'importation de matières premières, mises en place pour faire face aux diminutions des recettes fiscales à cause de la crise socio-politique dans le pays.

## Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

L'agence de notation Fitch Ratings, a signalé que le nouveau Gouvernement de Cortizo, devra faire face au défi majeur de maintenir le déficit établi à 2 % du PIB dans la loi de responsabilité budgétaire. Sur les quatre premiers mois de l'année le déficit s'est établi à 2,1 % du PIB. Selon les premières projections réalisées, le déficit devrait atteindre 2.6 % en fin d'année (1,8 Mds USD), bien au-dessus de la limite prévue par la loi.

Les revenus issus des péages du Canal de Panama ont augmenté de 3,6 % g.a. sur les 5 premiers mois de 2019.

Entre janvier et avril 2019, l'activité commerciale de la Zone Franche de Colon a présenté une baisse significative de 16,1 % g.a, avec une chute des importations de 12 % g.a. et une baisse des exportations de 19,7 % g.a. Les analystes mettent en avant la nécessité de renforcer la compétitivité de la zone franche et de chercher de nouveaux secteurs d'activité et routes commerciales.

Conformément au comportement à la baisse observé ces dernières années, entre janvier et mai de cette année, un peu moins de 20 000 véhicules ont été immatriculés dans le pays, soit 9 % de moins par rapport à la même période en 2018.

Au cours des cinq premiers mois de l'année, le transport de marchandises a augmenté de 3,2 %, passant de 34,3 millions de tonnes métriques de mouvement de fret l'an dernier à 35,4 cette année. Les mouvements de fret ont particulièrement progressé au mois de mai (+12 % g.a.)

Le nouveau Gouvernement prône les partenariats publics-privés (PPP) pour la réactivation de l'économie. Le Ministre des Travaux Publics a présenté une première version de ce projet tout en précisant que cela ne concernerait ni le Canal de Panama, ni les travaux des ministères de l'Education, de Santé et de Sécurité publique.

La production d'électricité a crû de 3,9 % (g.a.) au cours des cinq premiers mois de l'année. La production d'électricité issue de sources thermiques a notamment augmenté de 107 %, passant de 1,02 million de kWh à 2,12 millions de kWh.

## Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

En réponse aux alertes concernant des cas de peste porcine africaine signalés en Asie, les autorités ont annoncé qu'elles procéderaient à des fumigations dans les moyens de transport aérien, terrestre et maritime en provenance des pays touchés.

L'emploi informel a représenté 42,5 % de l'emploi total au Salvador en 2018.

Le Salvador réintègre l'Egmont Group of Financial Intelligence Units, réseau international d'intelligence financière visant à améliorer la coopération dans la lutte contre le blanchiment d'argent et favoriser la mise en œuvre de programmes nationaux dans ce domaine.

## CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

### Bahamas

2017 – PIB : 11,6 Mds USD | Pop : 395 000 hbts

L'adhésion du pays à l'OMC semble de plus en plus compromise : Le négociateur en chef du pays pour l'accession à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a indiqué qu'il était fortement peu probable que les Bahamas rejoignent l'organisation avant la *deadline* imposée de juin 2020.

### Dominique

2017 – PIB : 0,8 Md USD | Pop : 74 000 hbts

L'Union Européenne a signé un accord de financement de 2,55 M EUR avec la Dominique pour financer la résilience des infrastructures stratégiques du pays, l'indépendance énergétique, la résilience, l'efficacité et renouvelabilité des infrastructures énergétiques. Pour rappel, l'UE finance des programmes similaires à Saint-Christophe-et-Niévès, en Barbade et à Montserrat.

### Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

Les douanes, les impôts, l'Unité de lutte contre la corruption et le Ministère de l'économie et des finances ont intégré leurs systèmes de gestion des données afin de pouvoir échanger ces dernières entre-elles en temps réel. Cette évolution a été permise par le financement de 10,4 M USD de l'agence de coopération pour le développement étatsunienne (USAID), et va dans le sens d'une meilleure gouvernance et vers plus de transparence publique en Haïti.

Alors que le pays opère sans budget pour l'année fiscale en cours (2018/19), l'exécutif haïtien a passé la date butoir du 30 juin dernier pour présenter un budget pour l'année fiscale 2019/2020 qui débutera le 1<sup>er</sup> octobre prochain. L'économiste Kesner Pharel estime que l'absence de budget amènera le pays vers une croissance économique négative en 2020.

### Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Les difficultés d'accès au financement justifient l'existence et l'importance du tissu de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) informelles en Jamaïque, selon le Président de l'organisation jamaïcaine du secteur privé.

Les MPME jamaïcaine manquent d'investissement en innovation, selon la Directrice générale des opérations de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ce manque d'innovation explique, selon elle, la très faible croissance de la productivité, à 1,6 % annuels en moyenne sur les 10 dernières années. Elle a invité le secteur financier jamaïcain à réorienter leurs financements actuellement dirigés vers les grandes entreprises établies vers les *start-ups* génératrices d'innovations.

### République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

L'inflation atteint 1,17 % g.a. en juin dernier, soit une décroissance des prix de 0,18 % par rapport au mois de mai dernier. L'inflation en glissement annuel est ainsi très inférieure à la cible de la Banque centrale ( $4 \pm 1$  %). L'inflation sous-jacente a atteint 1,95 % g.a. (1,98 % g.a. en mai). Pour mémoire, l'inflation atteignait 1,31 % en mai (-0,03 % g.m.), et la Banque centrale a abaissé son taux directeur de 50 pdb, à 5,00 %, le 30 juin dernier.

Le comité national des salaires (CNS) a augmenté de 14 % le salaire minimum réglementaire en République dominicaine le 9 juillet dernier. Les associations représentant le patronat, qualifiant cette modification d'« imposition », ont indiqué qu'ils étudiaient actuellement la position à prendre face à cette mesure. Les groupes syndicaux demandaient initialement une augmentation de 25 % du salaire minimum réglementaire.

Le Gouvernement dominicain a créé un fonds de cohésion territorial pour le co-financement des projets d'investissement publics relevant d'un intérêt commun entre Gouvernement et collectivités locales. Le

### Saint-Christophe-et-Niévès

2017 – PIB : 1,5 Md USD | Pop : 55 000 hbts

Gouvernement abondera le fonds de 0,115 % des dépenses totales de capital en 2019, de 0,35 % de ces dernières en 2020 et de 1 % à compter de 2021.

**Le Premier Ministre et Ministre des Finances a interdit au FMI de publier le rapport rédigé dans le cadre de l'Article IV**, tout en indiquant que les performances fiscales s'améliorent pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive, grâce à la politique de son Gouvernement. Il a présenté des chiffres de ratio de dette sur le PIB, passant de 62,3 % en mars 2018 à 56,4 % en mars dernier. Le chef de mission du FMI pour le pays a indiqué que la publication du rapport serait positive pour le pays.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.